UNION INTERFÉDÉRALE
DES AGENTS DE LA
FONCTION PUBLIQUE
FORCE OUVRIÈRE

FONCTION PUBLIQUE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris
01 44 83 65 55
secretariat@fo-fonctionnaires.fr

Paris, le 11 septembre 2024

Monsieur Michel BARNIER
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75007 Paris

Monsieur le Premier ministre,

FO Fonction publique est la 1ère organisation syndicale de la Fonction publique de l'État et la 2ème organisation sur l'ensemble de la Fonction publique (État, Territoriale et Hospitalière).

À l'heure où vous composez votre gouvernement, il nous semble indispensable de vous faire connaître nos attentes et nos revendications.

Tout d'abord, il y a nécessité de maintenir un ministère de plein exercice pour la Fonction publique. Les particularités de l'emploi public, son cadre juridique, la position statutaire et réglementaire des agents et le volume des effectifs (5,7 millions d'agents soit 20% de l'emploi salarié du pays) justifient un ministère dédié.

Ensuite, il y a urgence à ouvrir de véritables négociations salariales tant la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires sur ces 20 dernières années a été forte (-28% par rapport à l'inflation) et engager des mesures générales comme la revalorisation du point d'indice.
Les composantes de la rémunération doivent également être négociées. En effet, la rémunération des fonctionnaires est constituée de quasiment 25% de primes en moyenne qui ne sont pas soumises à retenues pour pension civile et ne rentrent pas dans le calcul de la future retraite, cela ayant pour conséquence des pensions de plus en plus faibles et la paupérisation des agents pensionnés.
Pour FO Fonction publique, l'intégration de la moyenne des primes dans le traitement est une mesure indispensable et une exigence forte.
De même, les carrières doivent reprendre sens par une véritable amélioration de la grille indiciaire.
Vous ne serez pas surpris que ce sujet soit ultra-sensible à l'heure où tout un chacun parle de restrictions budgétaires sans précédent et votre engagement est fortement attendu sur ce point.

FO Fonction publique tient à affirmer son attachement aux principes fondateurs du Code des Pensions Civiles et Militaires, à la CNRACL et au FSPOEIE et demande l'abrogation de la réforme des retraites.

Le fonctionnement des services publics et les conditions de travail des agents ont été mis à mal par les multiples réformes et réorganisations imposées depuis des décennies.
Nous demandons l'arrêt de cette politique de réforme permanente, la mise en adéquation des besoins et des moyens et recruter partout où c'est nécessaire.

Même si certains services sont régulièrement mis en avant comme les forces de sécurité, l'enseignement, l'hôpital, tous les services publics doivent être renforcés, améliorés et ce dans les trois versants de la fonction publique.
Les crises successives ont fait la démonstration de l'efficacité de l'action publique et de l'engagement des agents, il est temps que les employeurs publics aillent au-delà des satisfecit et des applaudissements en entendant nos revendications et en redonnant ainsi de l'attractivité à l'emploi public.

Enfin, pour FO fonction publique, il faut sortir de cette vision dogmatique considérant le fonctionnaire comme une dépense et une variable d'ajustement budgétaire.
Cette stigmatisation permanente est insupportable pour les agents qui œuvrent quotidiennement pour l'intérêt général, et le dernier rapport des inspections générales (IGAS et IGF) sur les arrêts maladie en est malheureusement un triste exemple.

Comptant sur votre attachement à la Fonction publique nous restons à votre disposition pour vous détailler nos revendications, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'expression de notre haute considération.

Christian GROLIER
Secrétaire général